

Lisez le journal numérique
sur le site : lindependant.org

Le Démocrate

N° 1155 DU MARDI 2 MAI 2023 * ZONE CFA 500 * HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'ANALYSES ET D'INFORMATIONS



DIALOGUE POLITIQUE

**L'Archevêque, Mgr Jacques
Boston très optimiste...**

P.2

CRIEF

**Un mandat d'amener décerné
contre l'ex-président de
l'Assemblée Damaro Camara**

P.5

SIGUIRI

**Une travailleuse du sexe étranglée
et tuée par son client**

P.7



GUINÉE

Dissolution du Bataillon de la sécurité présidentielle

Le colonel Mamadi Doumbouya, chef de la junte CNRD au pouvoir depuis qu'il a renversé l'ancien président Alpha Condé, a pris un décret pour dissoudre le Bataillon de la sécurité présidentielle. Cette unité d'élite de l'armée guinéenne était considérée comme la garde personnelle des chefs d'État.



Le Bataillon autonome de la sécurité présidentielle (Basp) a été créé au milieu des années 80. Ahmed Sékou Touré, premier président de la Guinée indépendante, vient de mourir et son successeur, le **général Lansana Conté**, décide de se doter d'une garde spécialement chargée de le protéger. Composée de bérets rouges, cette unité bénéficie des faveurs du pouvoir. Un meilleur équipement, une meilleure formation, un meilleur solde

également, souvent au détriment du reste de l'armée guinéenne, notamment démunie.

Le principe d'une garde prétorienne survit au régime de Lansana Conté. Son successeur Alpha Condé la renomme Bataillon de la sécurité présidentielle (BSP), qu'il va renforcer en nommant le colonel Claude « Coplan » Pivi ministre de la Sécurité présidentielle.

Aucun motif n'a été

avancé pour justifier la dissolution de ce bataillon. Le président de transition Mamadi Doumbouya a tout juste instruit le ministre de la Défense et le chef d'état-major général des armées de prendre les mesures nécessaires. Mais cette dissolution s'inscrit dans une restructuration de la hiérarchie militaire.

« La méfiance encore plus importante »

Quatre jours avant la dissolution du BSP, un autre mouvement dans l'armée avait fait du bruit : le limogeage du lieutenant-colonel Ismael Keïta, directeur du renseignement militaire. L'officier supérieur a été renvoyé pour faute lourde, sans que cette dernière soit précisée. C'est justement le BSP qui avait affronté les forces spéciales du colonel Mamadi Doumbouya, lors du putsch qui le portera au sommet de l'État le 5 septembre 2021. Depuis, certains de ses éléments étaient cantonnés au camp militaire Makambo, situé à quelques rues du palais présidentiel.

Selon Kabinet Fofana, directeur de l'Association guinéenne de Sciences politiques, ces changements montrent la volonté du président putschiste Mamadi Doumbouya de sécuriser son pouvoir. « Il est arrivé dans l'armée en tant qu'instructeur, puis il a été nommé à la tête du

Groupement des forces spéciales (GFS). Donc tout ce qu'il a comme réseau, il l'a obtenu par ce mode d'accès privilégié direct, analyse-t-il.

On peut comprendre que sa méfiance envers le reste de l'armée soit encore plus importante. La sécurité du colonel Doumbouya, c'est surtout les GFS, avec lesquels il partage une histoire. Sa domination dans la junte, à défaut être légale ou rationnelle, s'attache au fait d'appartenir à ce même corps, à un même idéal, qui est celui de conserver le pouvoir. »

D'après l'expert, c'est ce parachutage du colonel Doumbouya à de hautes fonctions militaires qui l'empêchent d'avoir le soutien total des troupes. De quoi susciter des inquiétudes quant à l'unité de la junte CNRD dans un pays habitué aux coups d'État militaires.

RFI

DIALOGUE POLITIQUE

L'Archevêque, Mgr Jacques Boston très optimiste...



Monseigneur Jacques Boston, archevêque de l'église anglicane, a déclaré ce mercredi 26 avril 2023, au sortir de la rencontre entre les Forces vives de Guinée (FVG) et le Premier

Ministre Bernard Goumou, tenue au centre Islamique de Donka, que ce qui était « impossible hier est devenu possible aujourd'hui dans peu de temps », laissant entrevoir l'espoir d'une

solution à la crise sociopolitique.

« Nous allons nous retirer pour écrire notre compte rendu, mais pour le moment, je peux vous garantir que tout se passe à merveille »,

a déclaré Mgr Boston.

Les FVG menacent de se retirer si des avancées concrètes ne sont pas enregistrées dans ce qui est présenté comme pré-dialogue entamé à huis clos entre les principales coalitions politiques et sociales du pays et les autorités nommées par la junte militaire au pouvoir.

Les grandes coalitions politiques et sociales exigent également, entre autres, la levée du contrôle judiciaire contre des leaders politiques, la levée de l'interdiction des manifestations de rue et la libération des détenus politiques.

Amadou Tidiane Diallo

Le Démocrate

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Kipé Dadiya
Commune de Ratoma
servicecommercial@lindependant.org
Tél : 628.529.162 / 628.85.84.18
Conakry

Redacteur en chef

Alpha Amadou DIALLO:
628.85.84.18 Email:
alphaamadoudiallo@lindependant.org
lindependantguinee@gmail.org

Comité de rédaction

Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Aïssatou Sadio BAH

P.A.O

G. SOUMAORO
Tél. (+224) 628.529.162

Recouvrements, Abonnements,

Marketing, Publicités & Annonces
servicecommercial@lindependant.org

Amadou Tidiane DIALLO
Tél. (+224) 666 60 79 99
Amadoutidianediallo

@lindependant.org

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Le Scribe

Lisez le journal numérique sur le site
<https://lindependant.org>

PROCES OYE GUILAVOGUI

Un témoin parle du «sabotage» de la SOTELGUI

L'ancien chef de service sécurité hygiène et environnement à la logistique de la Société des Télécommunications de Guinée (SOTELGUI), Thierno Bah, a affirmé à la barre de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) que 500 travailleurs de la société sont morts depuis 2012, suite aux difficultés traversées par l'ancienne société nationale.

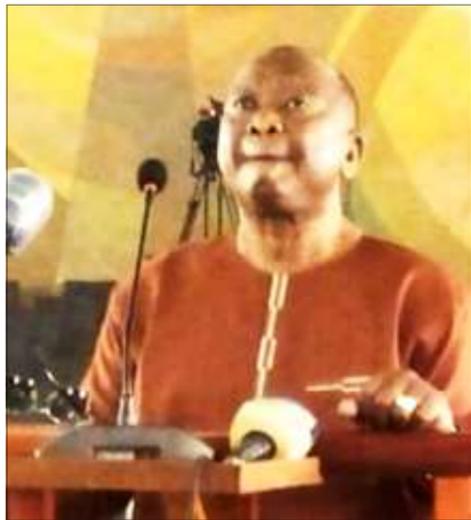
Bah fait partie des témoins appelés à la barre au procès intenté par le procureur spécial de la CRIEF, Aly Touré, contre Oyé Guilavogui, le dernier ministre de l'environnement sous Alpha Condé.

Guilavogui était en poste comme ministre des télécommunications, durant les premières années de l'ancien régime, quand les difficultés de l'ex société nationale de télécoms se sont accélérées.

Bah a confirmé que l'information selon laquelle le géant chinois Huawei a offert 50 millions de dollars USD à la SOTELGUI dans le cadre de la modernisation du réseau dans le Grand Conakry.

« Huawei a donné 10 millions de dollars en espèces et 40 millions d'euros en équipement. On est à peu près 500 morts depuis 2012 de travailleurs du fait de la perte de l'emploi. Plusieurs sont décédés par fautes de moyens ici. On a cessé de payer les travailleurs depuis le 30 juin 2013. Oyé doit coopérer pour son intérêt et pour son image » a-t-il déclaré.

L'ex chef de service à la SOTELGUI a sollicité de la Cour d'inviter Moussa Keïta, l'ancien



directeur général de la société pour un témoignage.

Selon lui, l'arrivée de l'ex président Alpha Condé à la tête du pays en 2010 a augmenté les difficultés de l'entreprise qui a fini par mettre la clé sous le paillason.

Selon lui, les responsables guinéens de l'époque avaient un «agenda caché» qui visait essentiellement à tuer la société dans le but d'en créer une nouvelle contrôlée par les nouveaux venus.

« Il n'y a aucune raison de fermer SOTELGUI. Ceux qui ont fermé SOTELGUI avaient un agenda caché. Ils voulaient fermer cette société et ouvrir une nouvelle où ils seront actionnaires », a-t-il soutenu sans fournir les preuves de ses accusations.

« Nous avons été victimes en tout cas », a lâché Bah à la question du

procureur concernant sa volonté de témoigner.

L'ancienne représentante de Huawei, Mme Zhong Lee, intégrée dans cette société en 2017, a confirmé pour sa part que la SOTELGUI a signé le contrat avec Huawei pour l'extension de réseau internet dans le Grand Conakry.

« Toutes les transactions qui ont eu lieu ont été faites entre Eximbank et l'État guinéen. Et nous avons fait toutes les livraisons à l'État guinéen » a-t-elle déclaré.

Au terme de ces différentes interventions du ministère public et des avocats de la partie civile, le président de la cour a renvoyé l'affaire au 3 mai prochain pour la suite des débats avec les représentants de la société Huawei.

Amadou Tidiane Diallo

SÉCURITÉ PRÉSIDENTIELLE

Le colonel Doumbouya a dissout le Bataillon de la sécurité présidentielle !

Le chef de la junte militaire au pouvoir en Guinée a dissout le Bataillon de sécurité présidentielle (BSP) le jeudi 27 avril 2023, dans un décret lu à la télévision d'État, sans que les raisons de la décision ne soient détaillées.



« Le Bataillon de la sécurité présidentielle (BSP) est dissout (...) Le ministre de la défense nationale et le chef d'état major général des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne de la mise en œuvre correcte du présent décret », a déclaré le président de la télévision nationale.

Des rumeurs persistantes (mais non confirmées) faisaient état de divisions au sein de la hiérarchie militaire et le timing du décret a donné de l'eau au moulin des détracteurs de la junte militaire.

Toutefois, selon notre confrère de Médiaguinée, les raisons qui ont conduit à la dissolution du BSP sont autres que celles véhiculées par les rumeurs les plus folles.

« Les informations ne sont pas souvent bien rapportées en Guinée. Du n'importe quoi ce qui se raconte. Ce n'est pas le BASP [Bataillon autonome de la sécurité présidentielle]. Le BASP était sous Lansana Conté et a même été dissout par le capitaine Moussa Dadis Camara [ex-président du CNDD]. Le bataillon spécial des commandos en attente qui était à Kindia, à Samoreya, était créé depuis plus de 20 ans dans le cadre d'une armée de la CEDEAO [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest]. Parce que la Guinée avait promis de donner un bataillon. 20 ans après, la CEDEAO n'a pas créé cette armée, les gens ont vieilli. Alpha Condé [ancien président guinéen renversé le 5 septembre 2021] même n'avait pas pris cela en compte. C'est de là-bas d'ailleurs qu'il a pris Abdoulaye Keïta « Commando Fakhè » [actuel inspecteur général des forces armées] pour le mettre à la tête du BATA [Bataillon autonome des troupes aéroportées]. Les

éléments étaient là-bas comme ça, presque sans aucun repère. Puisqu'on va aux Nations Unies, on envoie nos soldats au Sahara [occidental], au Soudan, au Mali, etc., on a fait un centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix (COMP). On a ramené Samoreya-là pour les opérations de maintien de la paix, au même endroit.

Au lieu que ça soit le bataillon en attente de la CEDEAO, c'est maintenant le centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix. Parce que, que ça soit maintien de la paix de la CEDEAO, de l'union africaine ou des Nations Unies, tout est maintien de la paix. Mais, on ne dédie plus un bataillon spécial juste pour le nourrir, donner l'argent du contribuable alors qu'ils [éléments] ne font rien, on dit ils sont en attente pendant 20 ans. Depuis sous Alpha Condé, ça a changé pour devenir centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix. Pour ne pas que l'unité reste comme ça dans nos structures, c'est pourquoi ça a été fait comme ça [dissolution]. Donc, il n'y a plus d'élément. Ils sont devenus centre d'entraînement aux opérations de maintien de la paix. Mais de façon légale et structurelle. C'est pourquoi ça a été dissout. Ça n'a rien à voir avec un féticheur, Mamadi Doumbouya n'est pas traumatisé ou autre chose comme le chantent les détracteurs. On avance. C'est cela aussi la marche de la République », a déclaré une source hautement placée à notre confrère.

Dans un cas comme dans l'autre, la suite des événements vont permettre de nous situer par rapport aux motivations de ce décret qui fait couler tant d'encre et de salive...

Amadou Tidiane Diallo

PROMOTION DE L'UNITÉ NATIONALE, PRÉVENTION DES MALADIES CARDIOVASCULAIRES

Le CNT initie des Journées Sportives

Sous l'égide du président du CNT, Dr Dansa Kourouma, les conseillers nationaux de la transition ont les journées citoyenne et sportive. Le lancement a eu lieu ce samedi, 29 avril 2023 à l'esplanade du palais du peuple. L'objectif est non seulement de contribuer au renforcement de la cohésion sociale, l'unité, l'entente et la collaboration entre les membres du CNT les guinéens en général, mais d'être également à l'abri de certaines maladies cardiovasculaires.



Cette action sportive à en croire Dr Dansa Kourouma, consiste à protéger le cœur contre certaines maladies cardiaques et cardiovasculaires. Invitant les autorités à tous les niveaux à s'adonner au sport, la deuxième personnalité du pays a dit tout le bien-fondé de cet exercice.

« Vous êtes d'accord avec moi qu'une personne sur trois (3) en Guinée est touchée par une maladie chronique comme l'hypertension artérielle, le diabète, elles sont nombreuses ces maladies. Seul le sport est le remède essentiel pour prévenir et gérer ces maladies. Et malheureusement l'ennemi

numéro 1 des cadres de Guinée, des responsables de tout le monde entier c'est le stress, c'est la pression de la population, les critiques de la population, la lenteur de nos collaborateurs. Ce sont entre autres facteurs qui déclenchent le stress. Le meilleur remède possible c'est de libérer son corps

pour que son esprit soit libéré et pour que son cœur soit protégé.

C'est exemple qu'on est entrain de montrer aux Guinéens. On fait le sport on change de pratique alimentaire, on aura zéro évacuation, parce que la santé c'est l'adaptation du corps à son environnement », a mentionné le numéro du CNT.

Satisfait de cet exercice, le président par intérim du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG), a sollicité que cette pratique soit pérenne, puisqu'elle permet de maintenir la santé de l'homme.

« La première des choses c'est de dire que le sport est un médicament. Il améliore la santé et je crois chaque

citoyen doit l'exercer par jour au moins 30 minutes pour se maintenir. Ce que nous venons de faire ça m'a vraiment équilibré par rapport à ma santé.

Nous demandons la démultiplication de ce genre de chose pour que le citoyen sache que le sport vient en aide aux produits pharmaceutiques», a laissé entendre El hadj Boubacar Fofana.

Il faut rappeler que cette activité sportive qui a débuté par l'entonnement de l'hymne national, sera désormais organisée une fois dans le mois, tous les derniers samedis et va associer plusieurs entités.

*M. Koundouno
CNT Journées Citoyenne
et Sportive maladies
cardiovasculaires*

ABDOUL SACKO

« De la lumière sur le dialogue... »

« De la lumière sur le dialogue pour celles et ceux qui veulent comprendre et agir en faveur d'un consensus productif sur la conduite de la transition. »

je lis et j'écoute avec beaucoup de peine les commentaires et prises de positions de certains sur le dialogue inter Guinéens pour lequel les Forces Vives de Guinée (FVG) ont suffisamment et même désespérément montré leur bonne foi et leur intérêt à voir les religieux jouer un rôle de rapprochement dit à leur rang dans une société considérée à prédominance croyante.

En effet, comment comprendre que des personnages politiques qui aspirent à diriger dans le pays ou des acteurs de la société civile (osc, média,..) sensés être guidés par les lois et les droits, puissent manquer de courage républicain et du patriotisme actif constructif, au point de perdre de vie ou refuser de soutenir la légalité et la légitimité des questions préjudicielles soulevées par les Forces Vives sous forme de préalables à l'établissement de la

confiance pour un dialogue franc et constructif?

En d'autres termes, je m'interroge et je m'inquiète sur à quand en Guinée, de personnes lettrées ou vivant du contribuable Guinéen, auront la foi et le courage de jouer le rôle d'intellectuels ou d'élites pour l'intérêt général en priorité sur leurs appétits et intérêts personnels ? Aujourd'hui, avec cette transition dite de refondation ou même de moralisation, quel est le sens de l'honneur et du patriotisme pour le Guinéen quand l'intérêt personnel est en face de la vérité de la nation ou les lois de République ? Oh ! Mon Dieu!

Toutefois, je voulais rappeler à toutes celles et tous ceux qui veulent prendre la parole ou agir au tour de la problématique du dialogue entre le CNRD/ gouvernement et les Forces Vives de Guinée, ceci:

(i) Tout ce qui a été demandé par le

gouvernement à travers les religieux aux Forces Vives ont été accepté à la lettre sans exception en guise de bonne foi de ces dernières (FVG) et de respect à nos valeurs religieuses et culturelles sans exigences de garanties, en dehors de la parole donnée, (ii) les questions préjudicielles des FVG appelées préalables ne sont que des réparations de droits et de respect des procédures conformément aux lois de la République, aux conventions internationales et aux engagements pris par le CNRD à travers son Président et ses membres au lendemain du coup d'Etat, (iii) il y a jamais eut de débats au sens réel d'un dialogue sur les questions de fond pour parler de consensus depuis tout ce temps, mais que de simples préalables demandés par les deux (2) parties dont les Forces Vives de Guinée, ont rempli entièrement, contrairement au CNRD/



gouvernement, leur part comme indiqué ci-haut, contre même leurs droits consacrés par la Charte de la Transition et parfois au risque d'affecter leur unité chèrement acquise.

Enfin, ayant été depuis le début de la transition et comme toujours d'ailleurs depuis plus d'une décennie, au cœur des alertes, des propositions et autres actions citoyennes pour la recherche du consensus et le respect des lois/droits en faveur d'un progrès collectif,

je pense par ces quelques mots, avoir permis aux doués d'intelligence et guidés par le sens de la responsabilité républicain, à être du bon côté de l'histoire de la promotion et la protection des intérêts de la République dans la stabilité politique, sociale et économique. Abdoul sacko, acteur paix et Leader au sein de la société civile et des Forces Vives

*NB : Cette Tribune
n'engage en rien
lindépendant.org*

CHRONOGRAMME DE LA TRANSITION

Mory Condé parle de près 6.000 milliards pour la mise en œuvre des dix points



Le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation a, ce vendredi, 28 avril 2023 à l'occasion de la présentation du chronogramme de la transition, annoncé que 5.812.456.180.661 GNF seront utilisés pour l'exécution des dix (10) points inscrits dans le chronogramme de la transition en cours. Il a été question pour Mory Condé de mettre à la disposition des acteurs sociopolitiques, ce qui est en train d'être fait et ce qui doit être fait pour un retour à l'ordre constitutionnel.

Devant les différentes parties prenantes à l'hôtel Kaloum, le ministre Mory Condé, en charge de la conduite de ce processus devant aboutir à l'organisation d'élections libres, crédibles transparentes et équitables, signifié que pour la mise en œuvre des dix (10) points du chronogramme, les autorités de la transition ont besoin d'une enveloppe de près de 6.000

milliards de francs guinéens.

« Le coût global de la mise en œuvre des dix points du chronogramme de la transition s'élève à 5.812.456.180.661 GNF. Mesdames et Messieurs chers partenaires techniques et financiers, le gouvernement a besoin de votre assistance technique et financière pour la réalisation déconcentrée de la démocratie et l'Etat de droit. La CEDEAO s'est engagée à mobiliser tous les partenaires pour l'accompagnement et la mise en œuvre du chronogramme, dans un délai de 24 mois », a-t-il fait savoir.

Dans son allocution, le numéro 1 du département de l'administration du territoire et de la décentralisation, a réitéré l'engagement du Gouvernement quand au respect du délai des 24 mois. Il a également ajouté que depuis le début de l'exécution de ce chronogramme, plusieurs activités ont été réalisées par son ministère, celui du plan et de la coopération internationale mais aussi du conseil national de la transition.

M. Koundouno

FETE DU TRAVAIL

La journée du 1er Mai déclarée fériée

Un communiqué du ministre du Travail et de la Fonction publique, Julien Yombouno a annoncé que la journée du 1er Mai célébrée à travers le monde comme « Fête internationale du Travail » est chômée et payée.

Chaque année, les syndicalistes du monde entier en profitent pour présenter des doléances à leurs autorités dans le but d'améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Amadou Tidiane Diallo



CRIEF

Un mandat d'amener décerner contre l'ex président de l'Assemblée Amadou Damaro Camara

Le président de la chambre de l'instruction de la Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières (CRIEF), Francis Kova Zoumanigui, a décerné ce jeudi 27 avril 2023 un mandat d'amener contre l'ancien président de l'Assemblée nationale, Amadou Damaro Camara.



« Au vu du refus de l'accusé de comparaître, nous décernons un mandat d'amener contre le prénommé Amadou Damaro Camara. Nous requérons tout dépositaire de la force publique auquel ce présent mandat sera exhibé de prêter main forte pour son exécution à la Maison Centrale de Conakry ou tout autre endroit et conduire Monsieur Amadou Damaro Camara à la salle d'audience de ce jeudi 27 Avril et jours suivants en se conformant à la loi », a déclaré le juge de la CRIEF.

Cette décision du juge Zoumanigui fait suite à l'absence du prévenu Damaro pour la troisième fois à l'audience pour des raisons de « santé ».

Toutefois, le ministère

public a exprimé son opposition face à cette décision du juge Zoumanigui. L'audience est pour le moment suspendue.

Selon le conseil de l'accusé, l'ancien président de l'assemblée nationale est allité à l'hôpital Sino-Guinéen depuis un mois.

Pour rappel, Damaro est poursuivi pour « détournement présumé de deniers publics, enrichissement illicite, blanchiment de capitaux, corruption dans le secteur public et privé, prise illégale d'intérêt et complicité »

Amadou Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site : lindependant.org

FINANCES

Le nouveau Directeur Général d'Ecobank Guinée Equatoriale est le Guinéen Boubacar Diallo

Nommé le 11 novembre 2022 comme Directeur Général de la banque panafricaine Ecobank en Guinée équatoriale, le Guinéen Boubacar Diallo est arrivé à Malabo, il y a quelques semaines, pour remplacer l'ivoirien Brou Olivier Kouamé affecté à la filiale Ecobank Congo Brazzaville.



Diallo débarque à un moment où la banque affiche de grandes ambitions dans un pays riche en pétrole et en gaz et dont le rythme de développement représente une réelle opportunité pour les institutions financières.

Une source de la banque a indiqué à WESTAF MINING que l'un des principaux objectifs du nouveau DG d'Ecobank en Guinée équatoriale est d'améliorer et renforcer la position de l'institution dans ce pays d'Afrique centrale.

Avec plus de 21 ans d'expérience bancaire, Diallo a commencé sa carrière bancaire en 2000 en tant que chargé de relations notamment à Crédit Mutuel Angers, BNP Paribas France.

En 2005, il prend le chemin de son pays pour rejoindre Ecobank Guinée (Conakry) où il occupe les fonctions de Responsable

de la trésorerie, avant d'occuper plusieurs postes de direction tels que Responsable de la Banque domestique et Directeur Général adjoint d'Ecobank Guinée (Conakry).

Avant cette nouvelle nomination en Guinée équatoriale, Diallo était le Responsable de la banque Directe du groupe Ecobank.

Le nouveau DG d'Ecobank Guinée équatoriale, qui s'exprime couramment en français et en anglais, est titulaire d'un MSc en économie, monnaie et finance de l'Université de Toulouse en France, et d'un certificat d'études en gestion de l'Université de Georgetown.

Il aura toutefois besoin de renforcer ses bases en espagnol dans un pays hispanophone dont le potentiel économique n'est plus à démontrer...

(Source : Westaf Mining)

KALÉMODOU YANSANÉ DE L'UFDG

« Nous n'avons pas trouvé la solution à un seul point inscrit à l'ordre du jour »

Le vice-président de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) Kalemudou Yansané est revenu sur les raisons pour lesquelles les Forces Vives de Guinée (FVG) ont décidé de suspendre leur participation aux concertations préliminaires avec le gouvernement de transition, sous l'égide des religieux.

« On a reporté à plusieurs reprises nos manifestations à cause de l'intervention des sages et les leaders religieux de Guinée. Ils ont demandé aux FVG de leur faire confiance et qu'ils vont mettre à profit le mois de ramadan pour essayer de rapprocher les positions entre nous. Malheureusement vous avez constaté qu'on a été reçu au niveau de la Ligue islamique au moins à cinq reprises. Nous n'avons pas trouvé la solution à un seul point inscrit à l'ordre du jour : il s'agissait de levée le contrôle judiciaire contre certains cadres de la société civile et des partis politiques, de libérer nos collègues Fonike Mengué Ibrahima Diallo et Bilo Bah qui sont en prison depuis huit mois et d'arrêter les poursuites fantaisistes à l'encontre des leaders sociopolitiques » a-t-il expliqué le samedi 29 Avril 2023, à l'occasion de

l'assemblée générale hebdomadaire du parti

Selon lui, si les leaders religieux disent que «les lignes bougent», cela n'est pas constaté au sein des FVG.

« On a bien fait reporter nos manifestations, de respecter la religion et les leaders religieux. Si on avait pas fait ça, on aurait dit que nos coalitions ne respectent ni les religieux ni les sages. On a fait preuve de bonne foi en acceptant de reporter aux trois reprises nos manifestations ou en écoutant le PM à six reprises».

Yansané a confirmé le retrait des coalitions politiques et sociales



impliquées dans les concertations, soulignant que la suite est à venir.

« On n'a pas encore décidé la suite. Les leaders vont se retrouver pour nous donner les directives qu'il faut face à cette situation » a-t-il conclu.

Amadou Tidiane Diallo

MEURTRE A COSA

Mamadou Aliou Barry 23 ans, poignardé par un de ses amis

Dans la nuit du mercredi 26 Avril 2023 à Cosa, plus précisément dans le secteur de Nasroulaye (commune de Ratoma), Mamadou Aliou Barry, âgé de 23 ans, aurait été poignardé par l'un de ses amis à la suite d'une dispute. Son corps a été retrouvé devant son domicile vers 2 heures du matin.

Selon un témoin de la scène, « Mamadou Aliou Barry était revenu de Cosa où il avait cherché à se procurer de la nourriture pour les six jours de jeûne de la Chawla qu'il observait. Cependant, une dispute aurait éclaté entre lui et son ami qui aurait finalement porté le coup fatal au jeune peintre », a-t-il déclaré

Mme Mariam Barry, mère de la victime a aussi livré son témoignage.

« Il est parti à Cosa pour prendre le petit déjeuner

avant le jeûne, mais son ami l'a piétiné. Une petite dispute a éclaté entre eux et après il s'est éclipsé. Lorsqu'il est revenu, l'agresseur avait un couteau et il a poignardé Mamadou Aliou au cou. J'ai vu le sang jaillir et, tout de suite après l'agresseur a pris la fuite. »

Le chef de quartier s'est rendu sur place pour faire le point sur l'enquête en cours.

« Ils disent qu'il y a eu une dispute entre eux, je le crois car ce sont des voisins qui passent leur temps

ensemble jour et nuit. Peut-être qu'il y avait des antécédents entre eux. », a expliqué le chef de quartier qui a donné la même version que les témoins.

En colère, les jeunes du quartier ont détruit la concession familiale du présumé bourreau. Les membres de la famille de la victime sont désespérés et réclament justice. Ils exigent également une autopsie avant l'inhumation du corps.

Alpha Amadou Diallo

EDUCATION

Les enseignants contractuels menacent de se mettre en grève pour faire valoir leurs droits

Cela fait plusieurs mois que la grogne monte chez les enseignants contractuels en Guinée. À un mois des examens, le mouvement prend de l'ampleur. Plusieurs manifestations ont eu lieu à travers le pays la semaine dernière entre le 24 et le 30 avril.

Les enseignants contractuels réclament leur intégration à la fonction publique et le paiement d'arriérés de salaire. Certains n'ont pas reçu de rémunération depuis sept mois. Ils menacent de faire grève si leurs revendications ne sont pas prises en compte par les autorités.

Aucune date n'est encore fixée, mais le ministère de l'Administration du territoire et celui de l'Enseignement ont annoncé il y a trois jours le paiement tant attendu des salaires. À une condition, néanmoins, que le fichier des enseignants contractuels soit au préalable mis à jour, expurgé des cas de fraudes. Un travail déjà en cours,

assurent les autorités.

« C'est une première que les deux départements se penchent sur le dossier des enseignants contractuels, explique Alseny Mabinty Camara, le coordinateur national des enseignants contractuels. Par le passé, il y a eu beaucoup de promesses tenues par ces ministres qui n'ont jamais été réalisées, donc nous restons sur notre faim et attendons de voir vraiment la réalisation du contenu de ce communiqué ».

Une ombre plane désormais au-dessus des examens de fin d'année. « Aujourd'hui, la vérité est que l'organisation correcte des examens nationaux est menacée à plus d'un titre. Le jour où nous allons décider de quitter entièrement les salles de classe, là ça va affecter négativement le fonctionnement correct des examens nationaux », prévient Alseny Mabinty Camara.

Cela fait cinq ans maintenant que les

NIVEAU D'EXÉCUTION DU CHRONOGRAMME DE LA TRANSITION

L'avis de Lansana Kouyaté, président du PEDN

Les ministres de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, du Plan et de la Coopération Internationale et celui de l'Economie et des Finances ont présenté le niveau d'exécution des activités du chronogramme de la transition le 28 avril 2023 à Conakry.

Le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé, a fait savoir que le coût global de la mise en œuvre des dix points du chronogramme s'élève à cinq mille huit cent douze milliards quatre cent cinquante-six millions cent quatre-vingt mille six cent soixante un (5 812 456 180 661) francs guinéens. Le président de la CCE (Convergence Centriste pour l'Espoir), Lansana Kouyaté a donné son avis sur ce sujet.

«Le chiffre qu'on me donne de 54% d'état civil, c'est faible mais c'est pas plus faible qu'ailleurs. J'ai vu dans certains pays africains où 70% manquent d'état civil et c'est gravissime. L'état civil en plus des opérations électorales et même mieux que ça c'est d'abord pour programmer le développement et les politiques d'utilité publique. Comment faire les routes quand vous ne savez pas dans combien d'années vous passerez de 12 000 000 à 14 000 000 ? Comment faire des écoles si vous ne connaissez pas le taux de progression de la



population. Alors tout cela est bien mais ce dont on parle ici, aujourd'hui c'est à quand les élections ? Il faut qu'on aille plus. Le problème le plus important qui a été édicté c'est le problème de levé de fonds. Plus de cinq cent milliards et près de six cent milliards c'est beaucoup il faut sortir des chantiers bâtis à mon avis. Hier, j'ai fait des propositions au nom de ma coalition au Premier ministre et à l'ensemble de ceux qui étaient là. Il y a des voies qui ne sont plus des voies classiques pour lever des fonds. Si on compte trop sur l'accord CEDEAO et la Guinée où chacun s'est engagé à lever des fonds, le classique qu'on fait aujourd'hui c'est de demander la conférence des bailleurs de fonds sur la Guinée, ils vont venir, ils vont promettre. Mais il ne faut pas penser que les cent pour cent (100%) seront mobilisés. Quand on promet, il y a beaucoup d'artifices là dans. Je ne vais pas revenir à ça. Je l'ai dit crûment devant le Premier ministre mais je n'oserai le dire crûment devant la presse», a martelé Lansana Kouyaté, président du PEDN et de la CCE.

Et d'ajouter : « Aujourd'hui donc on a déjà un avant-goût. Il faut continuer inlassablement à

mobiliser les ressources et que le travail technique qui est en cours pour le RAVEC (recensement administratif à vocation d'état civil) que cela soit fait parce que c'est du RAVEC qu'on va tirer la liste électorale. Il y a des affichages à faire. Prenez un affichage où on remarque les doublons, triplons, les quadruplons sur la liste électorale et après on revient, on présente cela tout le monde voit les noms des pères décédés qui sont encore là dans, les noms des enfants qui sont mineurs qui par mégarde ou par oubli sont toujours portés là. Parce qu'il faut élaguer, il faut prendre tout à zéro, les élections qui se faisaient c'était avec des enfants parfois qui n'avaient pas l'âge de la majorité vous savez bien. Il faut corriger tout ça. Et je crois qu'on tient le bon bout à condition que les ressources soient au rendez-vous ».

L'ancien Premier ministre croit néanmoins au respect de la durée des deux ans par les autorités après l'engagement pris par le Colonel Mamadi Doumbouya de ne pas faire un jour de plus sur les 24 mois et celui de son Premier ministre qui a réitéré à plusieurs reprises le respect de ce délai.

Mamadou Macka Diallo

SIGUIRI

Une travailleuse du sexe étranglée et tuée par son client

Le corps d'E.H. a été découvert le dimanche 23 Avril 2023 dans un motel situé à la frontière entre le Mali et la Guinée.

Selon Philippe Condé, un journaliste qui suit l'affaire, la défunte était une travailleuse du sexe bien connue dans ce milieu et qui travaillait avec sa propre mère.

Le corps a été trouvé par la famille de la défunte, qui est également connue dans le milieu.

La mère de la victime a affirmé que sa fille est morte après avoir été « étranglée ». « Son client reste introuvable à ce jour », a-t-elle précisé.

Les enquêteurs n'ont pas confirmé cette version, préférant s'en tenir à leur travail qui n'est pas encore achevé, affirment-ils.

Selon notre source, la famille a enterré la victime avec l'implication des deux responsables des frontières.

Alpha Amadou Diallo

PALOMA BRAVO, CETTE MEXICAINE FÉRUE DE PERCUSSIONS GUINÉENNES

«En Guinée et au Mexique, il y a aussi une grande diversité avant même la colonisation»

Paloma Bravo, de nationalité mexicaine, artiste danseuse, entrepreneure culturelle a choisi la Guinée comme terre d'adoption. Elle y vit depuis 11 ans, en pratiquant la danse, un art sans lequel, elle n'aurait pas sa raison de vivre. Dans cette interview accordée à votre site, elle explique les raisons qui ont motivé son choix de la Guinée, comme deuxième pays.

Guineenews : Bonjour, pouvez-vous vous présenter à nos différents lecteurs ?

Paloma Bravo : Bonjour et merci pour cette invitation, je m'appelle Paloma Bravo, je suis de nationalité mexicaine, actuellement en résidence à Conakry. Je suis née le 27 septembre 1988 à Mexico. Je suis célibataire, sans enfants.

J'ai franchi le cap de tout ce cursus scolaire, primaire, secondaire, le lycée, pour finalement être diplômée en philosophie et en danse classique.

Après vos études, quels furent les domaines dans lesquels vous avez exercé ?

Après les études à l'université, j'ai opté aussi pour une carrière technique en photographie au Ansel Adams collège. Je suis écrivaine et poétesse. Cela est lié aux différentes fonctions de mes parents. Mon Père Roberto Bravo est écrivain novelliste et ma mère Isabelle est historienne à l'Institut national d'anthropologie.

J'ai publié beaucoup de poèmes dans les journaux et j'avoue que j'avais eu la chance de prendre la place de ma mère à l'institut un peu plus tôt. Sauf que le destin m'a conduite très tôt aussi vers la danse africaine, et ce qui ne m'a pas donné le temps de me substituer à ma mère. J'ai finalement abandonné l'académie pour me plonger dans la danse. Après que je sois sortie de l'université, j'ai suivi une formation dans la danse africaine à 100%.

Cela fait près de 11 ans que vous vivez en Guinée, certes pas en plein temps. Dites-nous quels sont les motifs du choix de la Guinée comme pays d'adoption ?

Le premier motif c'est la musique, la percussion guinéenne à travers les œuvres de Mamady Kéita "Djembé fola" (paix à son



âme). C'est en 2005 que j'ai écouté pour la première fois son CD intitulé "Balandougou". A l'écoute de ce CD, j'ai été émerveillée par le son de la percussion guinéenne, et c'est ce qui m'a beaucoup attirée. Le second motif c'est la danse puisqu'après être alléchée par le son et étant artiste, cela m'a poussée à engager les mouvements corporels, car à travers les recherches, j'ai compris qu'il y a des danses qui sont liées à ces différents sons. Donc, c'est le son et la danse qui sont réellement les motifs du choix de la Guinée comme pays adoptif ou de choix.

Comment êtes-vous venue à la danse traditionnelle guinéenne ?

Comme je l'ai dit au départ, c'est grâce à la musique de Mamady Kéita "Djembé fola", que suis aussi venue à la danse. J'ai rencontré une fille dans le parcours, qui connaissait quelques pas de danses guinéennes que j'ai aimée. C'est ainsi que dans mes recherches encore, j'ai découvert un Sénégalais du nom de Lamine Thiam qui donnait un stage des cours

de danses au pays. J'ai pu économiser et trouver de l'argent pour financer mes cours. Au même moment, j'ai appris le "Sabar" et beaucoup d'autres danses de la sous-région. Peu après, il y a eu l'arrivée de Karim Keita alias "Extérieur", ex-sociétaire, danseur des Ballets africains de Guinée, qui s'était marié à une Mexicaine et c'était dans les années 2006. Il fut mon maître dans la danse, et c'est lui qui m'a ouvert les portes des ballets guinéens dans tous les mouvements, et surtout la connaissance de la culture guinéenne.

Sons et rythmes, pouvez-vous nous dire quel est le premier rythme guinéen que vous avez dansé et chanté ?

C'est le "soli" que j'ai dansé en première position, et en compagnie de Lamine Thiam, quand j'ai payé mes cours.

Quant à la musique, c'est toujours à travers Mamady Keita "Djembé fola" qui avait publié une méthode, qui permettait d'apprendre les cadences guinéennes. Et en compagnie de mes amis, nous possédions en ce

moment des "Doundouns", que nous avons exploité pour faire valoir toutes ces publications, sortir des sons et appliquer des pas de danses. Et cela s'est passé au Mexique pour mes premiers pas.

Féru du son et de la musique guinéenne, pensez-vous qu'il y a une similitude entre la musique guinéenne et celle mexicaine ?

Quand on parle de la tradition, je peux dire qu'il y a des similitudes, parce que le Mexique est un pays de richesses culturelles comme la Guinée, où on retrouve assez d'ethnies

En Guinée et au Mexique, il y a aussi une grande diversité avant même la colonie. Il y a des empires qui ont existé. Chaque diversité ethnique à sa danse, et chaque danse est liée à un rôle social, comme ici au Mexique, des cérémonies qui peuvent être liées à l'agriculture, à la fertilité ou bien en relation avec le monde spirituel. Traditionnellement au Mexique, la danse joue les mêmes rôles qu'en Guinée. La culture mexicaine naturellement, on n'aime la fête, la joie, et tout ce qui est épicé. Donc je peux dire à travers tous ces exemples, qu'il y a eu en générale une similitude entre la culture guinéenne et celle mexicaine.

Dans la pratique de la danse guinéenne, quels sont les pas de rythmes que vous pratiquez très fréquemment ?

Généralement cela dépend du contexte dans lequel vous évoluez. Soit vous dansez au sein d'un ballet, dans la rue ou dans les classes. Les rythmes

"Soko" et "Doundounba" sont vraiment populaires et plus pratiques.

Dans les ballets "Merveilles de Guinée" par exemple, les rythmes "Kassa", "Tiriban", "Yoki" sont les plus appliqués au niveau de la danse. Autres exemples au niveau de ce même ballet, et vu que le doyen Yamoussa Soumah étant le chorégraphe et venant de la basse côte, nous faisons beaucoup le "Yankadi", le "Makrou", le "Yamama" et autres. Quand il s'agit de la moyenne Guinée, nous dansons aussi le "Tupou sèsè", en somme les "fulah faré", les danses de la contrée pastorale peulh.

Pouvez-vous nous parler de vos débuts en matière de danses en Guinée ?

En 2017, j'ai commencé à me former au sein de la troupe "les merveilles de Guinée", qui est la première troupe privée des ballets en Guinée. Ce ballet était dirigé par Ahmed Sékou Sano (Paix à son âme) et Yamoussa Soumah dirigeait la Chorégraphie. C'est après une formation pendant 5 ans que j'ai intégré et commencé à danser au sein de ce Ballet.

J'ai aussi intégré le groupe "Camara percussion" et parallèlement, j'ai évolué au sein de ces deux groupes.

La musique traditionnelle guinéenne s'interprète à travers des chants en langues nationales. Parlez-vous parler une des langues du pays ?

J'essaie de me débrouiller dans la langue susu. Je suis aujourd'hui capable d'engager des petites conversations, pas en pular et non pas en malinké. En langue susu je parviens à me débrouiller un peu.

(Suite à la page 9)

Entretien réalisé par LY Abdoul pour Guineenews.

PALOMA BRAVO, CETTE MEXICAINE FÉRUE DE PERCUSSIONS GUINÉENNES

«En Guinée et au Mexique, il y a aussi une grande diversité avant même la colonisation»

Vous continuez à vous forger dans cet apprentissage ?

Oui j'essaie à chaque fois d'apprendre des petits mots et j'agrandis petit à petit mon vocabulaire. Avant j'écrivais sur notes, et je suis même parti prendre des cours à Coyah, auprès d'un formateur du nom de Moustapha qui a développé un alphabet en susu qui s'appelle "Koré sébèli".

Musicienne traditionnelle, quelles sont vos relations avec ce monde, envahit de tout genre de calebasses et à tout dessein (mendicité et autres) ?

Je dirais que c'est l'admiration et le respect. A part le milieu des ballets et percussions, j'aime bien "Les Espoirs de Coronthie", "Les Etoiles de Boulbinet" et individuellement dans leurs carrières solos aussi. Récemment en compagnie de la troupe "Les merveilles de Guinée", j'ai assisté au festival organisé et créé par ALY 100 SONGS dénommé "Gongoma feast", où tous ces joueurs de gongomas ont presté. Un genre de formation qui plait et surtout la diversité des prestations de plusieurs autres artistes programmés. Ce fut un lieu de rencontre, du donner et du recevoir.

Mes relations sont au beau fixe avec tous ces artistes guinéens.

En Guinée vous suivez aussi la musique moderne, peut-on en parler aussi ?

Paloma Bravo : Généralement, j'aime beaucoup le rap guinéen dans son style guinéen.

En exemple, pouvez-vous nous citer des rappeurs guinéens que vous estimez ?

Ils sont nombreux qui font bien le rap en Guinée. Comme le choix ne se discute pas, parmi les rappeurs, mon choix s'est porté sur THIRD, STRAIKER et MELANGEUR. Je suis persuadé que vous ne connaissez pas cette génération de musiciens (rires).

Je suis d'avis avec vous

et comme le titre de la rubrique d'ailleurs s'intitule, elle est plus axée sur les anciens. De la danse à la musique traditionnelle, venons-en à l'entrepreneuriat culturel, une autre casquette que vous portez. Qu'est-ce que c'est un entrepreneur culturel ?

Par définition, un entrepreneur culturel ou un entrepreneur en général, c'est celui qui a une initiative créative, qui est capable de créer et de développer un projet qui va donner des résultats. C'est-à-dire un produit culturel, et encore aussi un résultat financier. Souvent, tout entrepreneur commence de manière indépendante. Je suis entrepreneure culturelle depuis 2009. A part ma formation dans la danse guinéenne, au Mexique j'avais vraiment l'inquiétude de créer des espaces de développement et d'éducation de haut niveau. J'ai compris un moment qu'il fallait épauler l'art guinéen. Comme j'avais une base académique, j'ai voulu donc créer des espaces de développement culturel et d'éducation artistique en Guinée. Pour un premier départ, mon objectif était d'amener des artistes, des professeurs de danses et de percussions guinéennes au Mexique, pour livrer leurs connaissances à travers des ateliers, des formations, pour donner de la visibilité à la culture guinéenne. En plus, je me suis engagée dans le milieu des festivals. Au début, je n'avais pas mon propre festival et j'ai néanmoins aidé des amis, en m'intégrant dans l'organisation, les logistiques et management. Et par après, j'ai créé ma propre rencontre internationale en 2015 au Mexique. Pédagogue et artiste sur scène, à partir de 2018, j'ai commencé à créer des projets dans ce dit domaine en Guinée Conakry. Les projets dans lesquels, des échanges culturels et formations éducatives ont eu lieu, ainsi que des formations en ligne, qui permettent de renforcer et nourrir les liens entre la Guinée et le reste du monde.

Exportez-vous ou valorisez-vous en un mot la culture guinéenne en dehors de ces frontières ?

Oui c'est une de mes premières priorités. Comme je vous l'ai déjà dit, j'ai ma carrière personnelle et parallèlement, je me consacre aussi au développement et à la valorisation de la culture guinéenne.

Peut-on savoir quelles sont les actions les plus récentes engendrées par vous dans le domaine de la valorisation de la culture guinéenne ?

En 2020, j'ai créé une plate-forme d'échanges en ligne entre la Guinée et le reste du monde. Nous étions que 5 membres au départ et présentement cette plateforme s'est élargie au nombre de 25 et composée que des guinéens. Et ce sont des étrangers qui prennent

des cours à travers cette plate-forme.

Récemment j'ai organisé la 5^{ème} édition de mon festival au Mexique, lors duquel, j'ai envoyé un certain nombre d'artistes guinéens, pour suivre bon nombre de stages de formation dans plusieurs domaines pendant quelques semaines.

Présentement, j'assume la fonction de manager au sein du groupe "Camara percussion", c'est-à-dire, je cherche des opportunités pour les prestations et l'exportation des artistes résidant en Guinée. Finalement, je prépare la 6^{ème} édition de mon festival international, prévu en janvier 2024 et pour la 1^{ère} fois en Guinée-Conakry.

Que pouvez-vous conclure au terme de cette interview que vous avez bien voulu nous accorder ?

Pour cette autre interview de cet artiste, le doyen Yamoussa Soumah, qui s'est déroulé en ma présence, il y a une question de regret qui a été débattue.

A mon avis, ce métier d'artiste regorge d'avantages et de conséquences. Pour mon cas, j'ai beaucoup subi, et ce qui m'a permis d'avancer sur ce dur chemin, c'est bien ma patience et mon courage. Il ne faut pas toujours s'attendre à prospérer. Dans le métier d'artiste, il y a beaucoup plus de valeurs à répandre, que de succès à récolter. Il faut croire à ce que l'on fait et de mon côté, je ne suis pas une femme africaine, je suis une blanche et mexicaine de nationalité. Essentiellement, j'ai choisi l'art guinéen comme métier. Il faut donc croire en ce que nous entreprenons.

Entretien réalisé par LY Abdoul pour GuinéeNews.

DIALOGUE INCLUSIF

Les Forces Vives de Guinée annoncent leur retrait du «dialogue» et projettent des manifestations

Le pré-dialogue qui a permis d'observer une accalmie pendant 2 mois est-il sur le point de finir en eau de boudin ? En tout cas, les Forces Vives de Guinée (FVG), dans un communiqué dont lindependant.org a reçu copie, ont annoncé ce vendredi 28 avril 2023 leur retrait des concertations menées avec le Premier ministre Bernard Gomou, sous l'égide des religieux, et projettent déjà des manifestations.

Cette évolution de la situation est très inquiétante a déclaré à lindependant.org un diplomate.

Les principales coalitions politiques et sociales du pays dont le Rassemblement du peuple de Guinée Arc en ciel (RPG-AEC), l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) et ses alliés au sein de l'Alliance nationale pour l'alternance et la démocratie (ANAD), l'Union des Forces Républicaines (UFR) et ses

alliés du Front national pour la défense de la constitution (FNDC), auxquelles se sont joints des organisations de la société civile comme le Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG), ont remis au goût du jour les FVG pour, selon eux, «rectifier» la trajectoire de la transition.

Cette vaste alliance exige la libération des prisonniers d'opinion, une cessation de ce qu'elle interprète comme un harcèlement judiciaire contre d'ex dignitaires du

pays et un retour rapide à l'ordre constitutionnel.

Voir ci-dessous le communiqué des FVG

Amadou Tidiane Diallo

Le Démocrate
Votre
hebdomadaire
de tous
les mardis

Santé... Santé... Santé...

9 ALIMENTS MAUVAIS POUR LE PANCRÉAS

Les fritures



Les amines hétérocycliques issues des fritures, notamment chips et frites, sont cancérigènes, notamment pour l'intestin et le pancréas mais aussi pour le poumon, le sein. Pour la même raison, la consommation de viandes grillées favoriserait le cancer du pancréas.

Le pancréas est un organe relativement méconnu. Pourtant c'est un organe vital dont faut prendre soin notamment en évitant certains aliments. Explications et exemples d'aliments dont il convient de limiter la consommation pour garder un pancréas en bonne santé.

Le **pancréas** se situe au plus profond de l'abdomen, derrière l'estomac. Il mesure 15 centimètres sur 3 et pèse environ 50 grammes. Le pancréas est une glande endocrine (qui sécrète ses substances dans le sang) et exocrine (qui sécrète ses substances dans le milieu extérieur). Cette glande est solidaire du duodénum qui s'enroule autour d'elle. Sa partie endocrine sécrète **l'insuline** et le **glucagon**, deux hormones régulant le taux de glucose dans le sang (glycémie). Le pancréas sécrète aussi un **suc pancréatique riche en enzymes digestives** : c'est la fonction exocrine du pancréas.

Le **pancréas est un organe vital**. Le préserver permet de diminuer vos

risques d'obésité, de diabète et de **cancer du pancréas**. Les premiers facteurs qui perturbent l'activité du pancréas sont liés au mode de vie : tabagisme, alcool, alimentation. En cas de suralimentation, cette glande est débordée.

LIMITER LES GRAISSSES ET LES ALIMENTS À IG ÉLEVÉ

L'excès de mauvaises graisses notamment est toxique pour le pancréas : il use de façon prématurée les cellules pancréatiques chargées de digérer les graisses. La consommation en excès d'aliments à index glycémique (IG) élevé dérègle la glycémie et fatigue le pancréas. Il faut également éviter les aliments qui contiennent des cancérigènes. Pour conserver un pancréas en bonne santé il est recommandé d'avoir une alimentation saine qui privilégie les aliments à index glycémique (IG) bas.

PLUS ON PREND EN ÂGE, PLUS IL FAUT SURVEILLER SON ASSIETTE

L'âge est également l'un des principaux facteurs de risque du cancer du pancréas, le risque étant plus élevé après 45 ans. On compte une dizaine de symptômes de la maladie parmi lesquels des douleurs abdominales, des nausées et vomissements ou encore la jaunisse.

Sources : topsante.com

Ces 9 aliments qui favorisent la digestion et le sommeil sont à privilégier le soir



En ce début d'année, les fêtes ont malmené votre appareil digestif. Vous digérez mal et donc dormez mal. Alors, afin de garantir une bonne digestion et un sommeil serein, voici 9 aliments à privilégier le soir au dîner.

Repas de fêtes, galette des rois... En ce début d'année vous êtes sujet aux remontées acides et aux brûlures d'estomac. Ces petits problèmes digestifs associés au stress de la rentrée contribuent à malmener votre sommeil.

Si une alimentation équilibrée contribue à préserver la santé du corps et de l'esprit, elle joue également un rôle important dans la qualité du sommeil. Une alimentation légère favorise un endormissement rapide, et garantit un repos apaisé. Elle évite également le développement de reflux gastriques, qui s'accroissent en position allongée.

De plus, le corps stocke plus facilement les ingrédients ingérés le soir, car le sommeil ne consomme que peu d'énergie. Pour éviter de prendre du poids, il faut alors sélectionner avec attention les aliments qui composent le dîner.

recommandations simples favorisent une bonne qualité de sommeil. Il est conseillé de :

- manger environ **deux heures avant de se coucher** ;

- **manger léger** mais consistant, en incorporant des féculents, dont des légumineuses ;

- **privilégier les aliments comportant du tryptophane**, un acide aminé qui permet au cerveau de produire de la sérotonine, indispensable pour favoriser l'endormissement ;

- **éviter les excitants**, tels que le café ou le thé,

après 16 h ;

- **ne pas manger des aliments trop gras**, car leur digestion difficile interrompt les cycles de sommeil ;

- **éviter de boire de l'alcool**, qui relâche le tonus musculaire. Cela perturbe le sommeil et favorise les problèmes respiratoires spécifiques, tels que les ronflements et l'apnée du sommeil.

En complément de ces conseils généraux, il est intéressant de favoriser la consommation d'aliments qui facilitent l'endormissement et le sommeil.

Topsante.com

Billet

Je viens de visiter une exposition portant sur la Guinée en cartes postales, deux images contrastées me montent à l'esprit : d'abord la Guinée d'hier, une terre paradisiaque habitée par des populations asservies par un régime colonial. Ensuite la Guinée d'aujourd'hui, un pays en voie de paupérisation poussée du fait des clans maffieux ses propres rejetons. On n'est pas sorti de l'auberge, hélas !

Walaoulou BILIVOGUI

MASSACRE DE KARMA AU NORD DU BURKINA

La société civile demande des comptes après le massacre de 150 villageois

La pression monte sur les autorités du Burkina Faso après le massacre de plus de 150 civils par des hommes en uniforme dans des villages du Nord. Samedi, lors d'une conférence de presse, le porte-parole des victimes, avec qui France 24 s'est entretenu, a réitéré ses accusations contre des membres des Forces de défense et de sécurité.

Touchée par balle à trois reprises alors qu'elle tente de s'enfuir, une femme s'écroule à l'entrée de son village. Laissée pour morte par ses agresseurs, elle est repérée par un chauffeur de mototaxi avant d'être finalement conduite à l'hôpital. Ce récit glaçant est celui de l'une des rares survivantes du massacre de Karma, dans le nord du Burkina Faso.

Plusieurs victimes ont partagé des témoignages similaires, samedi 29 avril, lors d'une conférence de presse dans la ville voisine de Ouahigouya.

Leur porte-parole, Daouda Belem, qui a perdu son frère dans l'attaque, a fustigé une « barbarie injuste » et exigé la poursuite de « ses auteurs, commanditaires et complices ».

Neuf jours plus tôt, plus de 130 personnes ont été exécutées dans ce village de la province du Yatenga par des hommes en uniforme militaire. Ce raid meurtrier s'est ensuite poursuivi dans plusieurs villages environnants, faisant de nouvelles victimes.

Les photos prises à Karma révèlent l'ampleur de l'horreur : des dizaines de corps d'hommes, de femmes et d'enfants jonchent le sol, parfois devant des murs criblés de balles.

Alors qu'une enquête a été ouverte, le gouvernement a publié un communiqué condamnant des « actes ignobles et barbares ». De leur côté, les rescapés de l'attaque dénoncent une opération de représailles, conduite par l'armée contre les villageois, accusés de soutenir les terroristes, dans cette région en proie à une insécurité grandissante.

Un bilan qui ne cesse de s'alourdir

Jeudi 20 avril, en fin d'après-midi, des rescapés transportant des blessés



arrivent à l'hôpital de Ouahigouya, la capitale régionale située à une quinzaine de kilomètres de Karma, et alertent sur les tragiques événements de la journée. Tôt le matin, un important groupe d'hommes portant des uniformes de l'armée, arrivés à bord de pick-up, de motos et de blindés, se sont introduits dans le village et ont tiré des coups de feu, suscitant la panique. Ils ont ensuite réuni des habitants par groupes à travers le village pour les exécuter, avant de quitter les lieux vers 14 h.

« Nous avons pu obtenir ces témoignages en interrogeant des sources directes, dont des survivants, des blessés et des proches des victimes. En effet, un groupe de 19 villageois ayant assisté aux exécutions a finalement été épargné par des soldats.

Une dizaine de victimes laissées pour mortes ont également survécu et ont été conduites à l'hôpital de Ouahigouya », explique le Dr Daouda Diallo, secrétaire général du Collectif contre l'impunité et la stigmatisation des communautés (Cisc). Depuis plus d'une semaine, cette organisation burkinabè de défense des droits humains mène des investigations pour

« De leur côté, les rescapés de l'attaque dénoncent une opération de représailles, conduite par l'armée contre les villageois, accusés de soutenir les terroristes, dans cette région en proie à une insécurité grandissante. »

documenter ce massacre tout en accompagnant les victimes, réfugiées à Ouahigouya.

« Jusqu'au 24 avril, l'armée quadrillait les routes, bloquant les accès. C'est seulement à partir de cette date que certains, par des voies de contournement, ont pu retourner dans Karma et les villages environnants, où avaient eu lieu des exactions, pour relever l'identité des victimes et aider les familles à enterrer leurs proches », raconte le Dr Diallo.

Le 27 avril, le Cisc publie un premier communiqué faisant état de 136 corps retrouvés à Karma dont « 50 femmes et 21 enfants », parmi lesquels « des bébés de moins de trente jours tués sur le dos de leurs mères ».

Depuis, le bilan continue de s'alourdir. Plus de 150 morts ont désormais été recensés dans cette localité

ainsi que dans les villages voisins de Dinguiri, Ramdolah, Kerga et Ménè.

Les forces d'intervention rapide pointées du doigt

Alerté par la gendarmerie de Ouahigouya le 21 avril, le procureur du Faso a annoncé deux jours plus tard l'ouverture d'une enquête et lancé un appel à témoin.

Le 27 avril, le gouvernement de transition s'est à son tour exprimé, se disant « particulièrement préoccupé par des informations faisant état de tueries » par des « hommes armés habillés dans des tenues de forces armées burkinabè ». Le porte-parole du gouvernement a présenté ses condoléances aux familles, tout en indiquant que les circonstances n'étaient pas encore « élucidées ».

Pour le Cisc, les témoignages sont clairs. Les victimes affirment avec insistance que la responsabilité de membres des Forces de défense et de sécurité (FDS) ne fait aucun doute.

« Cela semble très pertinent car seuls les soldats sont capables de déployer une telle logistique avec des chars de combat », souligne le Dr Daouda Diallo.

« Par ailleurs, les témoins affirment de manière formelle qu'il s'agirait d'éléments d'un bataillon d'intervention rapide. Certains auraient pu identifier l'inscription « BIR 3 » sur les uniformes, qui correspond à la troisième unité de cette force. »

Au nombre de six, ces unités, intégrées aux forces armées et stationnées à Ouagadougou, ont été créées en novembre 2022 par le président de la transition, le capitaine Ibrahim Traoré. Elles ont vocation à agir sur tout le territoire, privilégiant la mobilité et la puissance de feu.

Selon plusieurs témoins, des soldats présents à Karma auraient affirmé que le village était une « passoire pour les groupes armés », que les habitants étaient « tous complices » et qu'ils seraient « traités comme tels ».

Une semaine plus tôt, une attaque près d'Aoréma, à une quarantaine de kilomètres de Karma, par des hommes armés non identifiés avait causé la mort de six soldats et de 34 Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), des supplétifs civils de l'armée.

Indignation grandissante

Alors que le bilan se précise, de nombreuses voix s'élèvent pour condamner ce massacre de civils, désormais considéré comme le plus meurtrier dans le pays depuis le début de l'insurrection terroriste en 2015.

« Les responsables de ces tueries seront identifiés et jugés par la Cour pénale internationale », a déclaré la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), qualifiant ces événements de « génocide ».

(A suivre)

LIGA

Le président de la fédération espagnole salue l'idée d'un retour de Messi à Barcelone



En fin de contrat avec le PSG en juin, Lionel Messi n'a toujours pas communiqué sur sa décision, même si la tendance semble pencher

pour un retour à Barcelone. Interrogé sur le sujet, Luis Rubiales, président de la RFEF (fédération royale espagnole de football), a manifesté son enthousiasme

à l'idée de voir la Pulga revenir à Barcelone.

«S'il retourne en Liga, il sera reçu à bras ouverts, a assuré le dirigeant espagnol lors d'une visite institutionnelle à Andorre, dans des propos relayés par Sport. J'ai eu la chance de jouer contre Leo Messi (lorsqu'il était encore joueur à Levante nldr), mais je ne sais pas si c'était une bonne ou une mauvaise chance car j'étais à son marquage. Tous les Espagnols veulent que les meilleurs joueurs soient dans notre championnat, mais ça ne dépend pas de moi et je ne m'impliquerai pas dans ce dossier.»

FootMercato

PSG

Lionel Messi en Arabie saoudite



Une sortie polémique, qui plus est après la sixième défaite des Parisiens face au FC Lorient, ce dimanche, et une prestation collective cauchemardesque. Aperçu à l'aéroport de Riyad, capitale de l'Arabie saoudite, ce lundi, Lionel Messi avait prévu de s'y rendre dans le cadre de son juteux contrat d'ambassadeur du tourisme du pays.

À l'heure où le PSG traverse l'une des

pires périodes, si ce n'est la pire sous l'ère QSI, ce voyage fait forcément parler. D'autant que les rumeurs d'un départ de la Pulga à l'issue de son contrat cet été sont de plus en plus pressantes... D'après un journaliste espagnol, Messi s'est rendu en Arabie saoudite avec l'autorisation du PSG et son retour n'est pas prévu avant mercredi.

FootMercato

FOOTBALL

Le mandat du Conor prorogé jusqu'au 30 novembre 2023 !



Comme il fallait s'y attendre, au moment où certains ex responsables de la Féguifoot plaident pour leur chapelle ou manoeuvrent en coulisses dans une atmosphère chaotique, le Comité de normalisation (CONOR) a vu son bail renouvelé ce samedi 29 avril 2023 par la Fédération internationale de football association (FIFA),

comme le confirme une lettre dont lindependant.org a vu copie.

«Le Bureau (Ndlr : Exécutif de la Fifa) a décidé le 29 avril 2023 de prolonger le mandat du comité de normalisation de la FGF jusqu'au 30 novembre 2023 au plus tard», affirme la lettre.

Alpha Amadou Diallo

FOOTBALL

La boss du Conor, Mme Sy Mariama Satina Diallo nommée Présidente de la Commission Féminine de l'UFOA-A

La présidente du Comité de normalisation (CONOR) du football en Guinée, Mme Sy Mariama Satina Diallo a été nommée à la tête de la Commission Féminine de l'UFOA-A, confirme une lettre vue par lindependant.org.

Cette nomination fait suite à celle de l'homme d'affaires et propriétaire de l'AS Kaloum Aboubacar Sampil dit «Bouba Sampil» comme membre de la Commission Marketing et Communication.

Une autre lettre (voir copie ci-dessous) indique également de le professeur de mathématiques et entraîneur de basket basketball, Lancinet Kabassan Keïta, a également été nommé comme membre de Commission Compétition de



l'UFOA-A.

Keïta, ex directeur national et conseiller du ministre des sports, est l'actuel secrétaire général du Conor.

Au total, 3 Guinéens ont été nommés dans les commissions permanentes au sein de cette instance sous-régionale.

Alpha Amadou Diallo